



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 16 mai 2022

Assassinat d'une journaliste palestinienne : l'État d'Israël responsable et coupable

La journaliste Shireen Abu Akleh, une figure connue dans tous les pays arabophones, a été abattue le 11 mai à Jénine lors d'un énième raid de l'armée israélienne dans cette ville pourtant située dans le territoire officiellement sous contrôle total de l'Autorité palestinienne. Journaliste, palestinienne et américaine, chrétienne née à Jérusalem, elle couvrait depuis 25 ans la situation du peuple palestinien et dénonçait régulièrement les crimes et exactions de l'armée israélienne. Une balle l'a atteinte à la tête alors qu'elle exerçait son métier.

Après son assassinat, le Premier ministre israélien annonçait que Shireen Abu Akleh avait sans doute été tuée par des tirs palestiniens. Face aux nombreux témoignages infirmant cette version, l'État d'Israël a parlé de mener l'enquête mais refuse une équipe d'investigation indépendante. Piètre mais habituelle façon de cacher sa responsabilité.

Nul besoin par contre d'une enquête pour être révolté par ce qui s'est passé lors des obsèques de Shireen : les images ont fait le tour du monde, où l'on voit les policiers de Jérusalem attaquer le cortège funéraire, manquant de faire tomber le cercueil au sol, afin d'arracher les drapeaux palestiniens qui l'entouraient. Tout un symbole.

L'art de fermer les yeux

Le moins que l'on puisse dire est que les réactions des pays alliés de l'État d'Israël sont plus que modérées. Toutes les chancelleries ont chanté leurs couplets sur la liberté de la presse, mais aucune n'a condamné l'apartheid dont sont victimes les Palestiniens, ni la violence qu'ils subissent au quotidien.

Face aux images scandaleuses des violences policières sur le cortège funéraire, l'UE a condamné « le comportement irrespectueux de la police israélienne », l'État français s'est dit « profondément choqué » et le secrétaire d'État américain « profondément troublé ». Que de profondeur ! Mais la préoccupation première de ces gens est de passer sous silence la réalité de la situation palestinienne. Et pour cause, le gouvernement israélien avait reçu notamment le soutien tonitruant de Trump à sa politique de colonisation de la Cisjordanie et d'expulsion des Palestiniens qui y vivent, soutien que Biden a repris à son compte.

Une politique d'expansion coloniale

Le meurtre de la journaliste n'est que le dernier d'une longue série. Selon Reporters sans frontières, en quatre ans, au moins 144 journalistes palestiniens ont été victimes des violences des forces de l'ordre israéliennes dans les territoires occupés. Il s'agit pour le

régime israélien d'empêcher que les exactions de son armée ne connaissent trop de publicité.

Le pouvoir favorise ouvertement les implantations « illégales » et « légales » de nouveaux colons dans les territoires occupés, rasant des villages entiers, emprisonnant chaque année des centaines de Palestiniens (4 500 actuellement dans les prisons). En 2021, l'ONG israélienne B'Tselem a recensé 313 morts dont 77 en Cisjordanie.

Sortir de l'état de guerre permanent

Les attentats récents à Jérusalem ont été le prétexte, pour le Premier ministre Naftali Bennett, à un appel à la population civile israélienne pour renforcer « les brigades des frontières ». Il s'appuie sur les forces les plus réactionnaires et racistes, pour augmenter la tension et faire pression non seulement sur les Palestiniens mais aussi sur les voix qui s'élèvent en Israël contre l'apartheid et l'oppression coloniale.

Cette politique ne peut mener qu'à une nouvelle catastrophe, pour le peuple palestinien d'abord, mais aussi pour les Juifs d'Israël qui ne gagneront pas la paix sur un champ de ruine. Pour mettre fin à ce cercle infernal, il faudra évidemment que les habitants de la région, quelles que soient leur origine et leur religion, se battent ensemble contre leurs propres gouvernements, et nous contre les nôtres pour que les puissances impérialistes occidentales (entre autres) cessent de soutenir et d'armer contre vents et marées un État qui utilise la violence et la ségrégation comme base de son régime.

NOTRE PRESSE
version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :

www.convergencesrevolutionnaires.com



Convergences révolutionnaires



Une reprise anticipée

Depuis deux semaines nous sommes revenus en horaires normaux et ne sommes plus obligés de faire plus de télétravail que prévu dans nos contrats. Point positif : il y a plus de monde sur site et on a pu revoir des collègues que l'on n'avait pas vus depuis des mois.

Par contre côté organisation on n'a pas été déçus : des zones de bureaux sont saturées certains jours, les files d'attente à la cantine sont interminables alors que les prix ont encore augmentés...

C'est ça la planification made in PSA ?

PSA roule sur l'or

Le premier trimestre le chiffre d'affaire de PSA a encore augmenté de 12 % pour arriver à 41,5 milliards d'euros. Encore des résultats records grâce en partie aux subventions de l'Etat via le chômage partiel, c'est-à-dire notre argent.

L'argent est là, pas de raison que des ouvriers, des techniciens ou des cadres se serrent la ceinture ou financent les dividendes des actionnaires. PSA doit payer tous ses salariés à 100 % les jours chômés, CDI, CDD, intérimaires et sous-traitants.

Renault Guyancourt : les salariés PEI en lutte !

Depuis fin avril, la presque totalité des 130 salariés de PEI - à qui Renault sous-traite le nettoyage du site - sont en lutte contre leur direction et celle de Renault. En cause : Renault a décidé de fermer le site tous les vendredis après que leur temps de travail a déjà été réduit à 75 % depuis la crise du Covid. Autant d'heures non travaillées, mais surtout non payées, pour des salariés souvent immigrés qui touchent difficilement plus que le SMIC...

La direction de Renault et de PEI essaie de les empêcher de populariser leur mobilisation auprès des autres salariés du site, y compris en bloquant leur accès, ce qui est illégal. Bien décidés à se faire entendre, ceux de PEI se sont organisés en élisant un comité d'organisation de la grève, chargé de trouver les moyens de durer face à la résistance de leurs patrons et surtout d'obtenir le paiement des salaires à 100%.

Une grève qu'il est possible de soutenir en versant à la caisse de grève via ce QR Code.



Droit de licenciement confirmé

La Cour de cassation a validé les ordonnances Macron de 2017 fixant un barème (très bas) pour les indemnités que peut ordonner un juge en cas de licenciement abusif.

Des salariés abusivement licenciés avaient déposé un recours juridique, estimant que ce plafonnement peut empêcher le juge de décider d'une indemnisation à la hauteur du préjudice, comme les conventions internationales les y obligent. Sans grande surprise, la justice se place du côté du patronat.

Pour interdire les licenciements, mieux vaut compter sur la force et la solidarité des travailleurs.

Pénurie de profs ?

Aux concours pour devenir professeur de mathématiques,

d'allemand ou instituteurs, le nombre de candidats admissibles (même pas encore reçus !) est déjà inférieur au nombre de postes à pourvoir.

Le ministère assure qu'il s'agit des effets indésirables d'une réforme du recrutement, mais refuse de publier le nombre d'inscrits aux concours. C'est un demi-aveu, car depuis quinze ans, le nombre d'inscrits pour le second degré a chuté de 30 %. La faute à quelque chose que les profs, comme tous les fonctionnaires, connaissent depuis trop longtemps : le gel des salaires et la dégradation des conditions de travail.

La terreur raciste ne gagnera pas

Un terroriste a attaqué et tué plusieurs personnes dans un supermarché de Buffalo aux États-Unis le week-end dernier. Les victimes sont majoritairement noires. Une enquête pour crime raciste est ouverte, il faut dire que l'assaillant était lié à un « manifeste » suprématiste et complotiste défendant la thèse du grand remplacement.

Décidément, cette société produit vraiment le pire !

Vert de rage et rouge de colère !

L'émission *Vert de rage* de France 5 a effectué plusieurs prélèvements de sol, d'air, d'eau et de lait maternel autour de l'usine d'Arkema à Pierre-Bénite, dans la métropole de Lyon. Les résultats sont révoltants : tous les prélèvements sont gravement contaminés par les perfluorés (PFAS), des polluants toxiques, qui ne se dégradent pas dans l'environnement.

Si nous venons au boulot, ce n'est pas pour perdre notre vie à la gagner !

Dans ce cas comme dans tant d'autres, seuls la levée du secret des affaires et le contrôle des travailleurs et de la population garantiront la transparence.

L'Abou Dabi n'est pas dangereux pour les profits

À peine le cheikh Khalifa ben Zayed Al-Nahyane, émir-président des Émirats arabes unis, avait-il rendu l'âme, qu'Emmanuel Macron était déjà sur place. Il a immédiatement versé une larme pour sa famille et son « peuple », mais s'est surtout empressé de discuter gros sous. En décembre dernier, il avait supervisé de juteux contrats, dont la vente de 80 Rafale, et entend bien renforcer ce « partenariat » cher aux patrons français.

Du côté de la population, composée à 90 % de travailleurs migrants surexploités et maltraités, pas sûr que le monarque manque beaucoup.

Retrouvez les bulletins l'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

